



Ensemble, défendons et renforçons notre bien commun !

Pour gagner sur nos revendications, ensemble et dans l'unité la plus large, LE 12 SEPTEMBRE 2017, par la grève et dans les manifestations, mobilisons-nous !

[TRACT INTERFEDERAL CGT FONCTION PUBLIQUE](#)

- ***Défendre, reconquérir, développer les Services Publics !***

Fruit des luttes du monde du travail, la République sociale et son organisation reposent sur la mise en place et le développement de services publics au service du plein emploi, de la satisfaction des besoins de toutes et tous, du développement économique.

Pour la CGT, plutôt que d'être abandonnés, privatisés, soumis à des logiques de compétitivité, de rentabilité et à l'austérité permanente, ils doivent, au contraire, être défendus et développés, au service de l'intérêt général tout en répondant à des besoins nouveaux comme la transition écologique, la reconquête des activités et de l'emploi industriels, pour ne citer ici que quelques exemples.

- ***Une Sécurité Sociale solidaire de toutes et de tous !***

Au lieu de s'attaquer aux insuffisances des recettes allouées au financement de la Sécurité Sociale, les pouvoirs publics veulent la suppression des cotisations sociales au titre de l'assurance maladie et de l'assurance chômage. Dans le même temps, en augmentant la contribution sociale généralisée, les pouvoirs publics veulent étatiser toujours plus la protection sociale. C'est la baisse de la part socialisée du salaire qui est recherchée alors que ce sont les salaires et les traitements qui doivent être augmentés !

En transformant et en asséchant toujours plus les moyens de financement de la sécurité et de la protection sociale, les pouvoirs publics ont pour objectif de les privatiser et de les marchandiser pour en faire une source de profit pour le secteur privé lucratif, les compagnies d'assurance, avec à la clé la fermeture d'établissements hospitaliers et des attaques contre les personnels des organismes sociaux.

A l'évidence et à l'image du rétablissement du jour de carence dans la Fonction Publique, le Gouvernement entend bel et bien réduire de manière conséquente les droits à la sécurité et à la protection sociale du monde du travail.

• Des garanties pour les personnels, les citoyens et les citoyennes !

La CGT est porteuse de propositions et de revendications ayant pour objectif de construire et de garantir des protections de haut niveau pour l'ensemble des salarié-e-s, quel que soit le statut de ces derniers.

Pour la CGT, le projet de loi Travail que le Gouvernement Macron souhaite imposer à marche forcée n'est pas plus acceptable que celui adopté par 49-3 sous le précédent quinquennat dont elle demande l'abrogation.

S'agissant plus particulièrement du Statut général des fonctionnaires, la CGT rappelle qu'il est avant tout une garantie pour les citoyen.ne.s d'un agent public neutre et impartial dans l'exercice des missions publiques. C'est pourquoi la CGT appelle les personnels à se mobiliser pour imposer d'autres choix que la casse du Code du travail et du Statut général des fonctionnaires jugés obsolètes par Emmanuel Macron.

Porteuse d'une autre conception des finances publiques, du partage et de la répartition des richesses, la CGT propose la sortie des politiques d'austérité et l'octroi des moyens de financement dont les services publics ont besoin afin de satisfaire les droits et les besoins fondamentaux des citoyen.ne.s.

- La sortie des politiques d'austérité et l'octroi dans les lois de finances et de financement de la Sécurité Sociale 2018 des moyens de financement dont les services publics ont besoin,
- Des services publics de pleine compétence et de proximité implantés sur l'ensemble du territoire y compris en Outre-mer,
- Une sécurité et une protection sociale de haut niveau pour toutes et tous, avec y compris des droits nouveaux comme la prise en charge de la perte d'autonomie,
- Les créations d'emplois nécessaires, des embauches en contrat à durée indéterminée, la titularisation des précaires,
- Une augmentation générale des salaires et du point d'indice avec le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, la fin de toutes les formes de rémunération au mérite, ainsi que de fortes revalorisations des retraites et des pensions,
- Un Code du travail garantissant des protections de haut niveau,
- Un statut général des fonctionnaires unifié, le renforcement des statuts particuliers des fonctionnaires garantissant la primauté des concours, des corps, la revalorisation et les déroulements de carrière,
- Des mesures concrètes et contraignantes pour promouvoir l'égalité professionnelle,
- La réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaires.

Public: [Infos / actions](#)

[Mobilisations 2017](#)

[Mobilisations Code du travail](#)

[Fonction publique](#)

[Infos Confédérales](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
